



CHSCT DE HAUTE-GARONNE

Séance du 23 NOVEMBRE 2021

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

La presse s'est récemment faite l'écho des résultats d'une enquête menée auprès des agents publics par un collectif de hauts fonctionnaires. Pour intéressantes qu'elles soient, les conclusions de cette enquête ne font que reprendre ce que les organisations syndicales de la fonction publique dénoncent depuis plus de 20 ans.

Le démantèlement des services publics, méthodiquement organisé par les gouvernements successifs et leurs affidés, conduit non seulement à une dégradation du service rendu à l'utilisateur, dégradation accentuée par la fracture numérique qui couvre les plus âgés mais aussi étonnamment les jeunes, tout autant qu'à un mal être croissant au travail des agents et agents publics, qui perdent le sens de leurs missions. Nombreux sont celles et ceux qui sont désabusés.e.s.

Quels que soient les secteurs d'activité, éducation, santé, justice, finances, les constats sont les mêmes : les moyens humains et matériels alloués à l'exercice des missions sont insuffisants. Le temps consacré à optimiser des indicateurs destinés à masquer la réalité de la situation ne cesse de croître au détriment de celui dévolu à l'exercice effectif des missions. Les réformes menées consistent à orchestrer la désorganisation des services. Souvent, le service public est détourné au profit d'intérêts particuliers. Les injonctions des directions sont parfois contradictoires et vont souvent à l'encontre des besoins des usagers.

La préservation de l'intérêt public s'oppose alors à la loyauté hiérarchique, entraînant des conflits de valeur parfois difficiles à gérer et à surmonter pour les collègues.

« *Quand on veut se débarrasser de son chien, on dit qu'il a la rage* » nous indique le proverbe.

Pour les néolibéraux, les fonctionnaires sont le dernier obstacle à surmonter pour investir les nouveaux marchés, qui s'ouvriront à eux une fois le service public définitivement discrédité.

Ceci, après plus de 20 années d'accumulation de décisions et d'arbitrages politiques défavorables à son plein exercice au profit du plus grand nombre et souvent de ce qui n'ont rien et dont c'est le plus précieux patrimoine.

Car si les missions disparaissent, les besoins de la population, eux, demeurent. Ce gouvernement ne s'y trompe pas. Sa volonté de morceler le statut général de la fonction publique et d'aller vers son remplacement massif par la contractualisation, de diviser les agents, d'individualiser les carrières est toute entière tournée vers cet objectif.

Le service public pourra alors être réduit à peau de chagrin : ce qui n'est pas commercialisable ou ce qui n'est pas rentable.

Plus près de nous, au Ministère des Finances, après le choc de la crise sanitaire, le retour aux vieilles antiennes se profile à nouveau : réduction des dépenses, baisse des recettes avec la politique du moins d'impôt qui n'augure rien de bon pour les services publics, dans un ministère qui va continuer à se montrer exemplaire en matière de suppressions d'emplois (près de 1 500 à nouveau) essentiellement à la DGFIP ...

Les possibilités d'amélioration des conditions de travail des agents et agents de nos Directions se travaillent ici et maintenant, lors des réunions de ce CHSCT. Les sujets à l'ordre du jour y sont hélas souvent le reflet de nos préoccupations générales.

L'ordre du jour de la séance est dédié pour partie à la présentation de la démarche « *groupe de parole : opposition à fonction* » mis en place à la DRDDI Midi-Pyrénées. En l'absence de documents préalables à cette séance sur cette thématique et à la lumière de faits récents dans cette direction, nous souhaitons la création d'une formation spécialisée en faveur des collègues sur le risque pénal, avec le concours de spécialistes du droit afin que chacun et chacune puisse être informé.e. de ce qui est encouru dans l'exercice de ses missions.

Nous avons appris que le week-end dernier, la station des gardes-côtes de la Douane située à Pointe-à-Pitre en Guadeloupe, a fait l'objet dans un contexte social tendu, d'une opération qui a mené à un incendie avec dégradation importante des locaux du service, de véhicules et de la vedette de surveillance, ainsi que, fait préoccupant, au vol d'armes lourdes et de nombreuses munitions.

Solidaires Finances dénonce ces actes et apporte son soutien moral à nos collègues de Guadeloupe. Dans un pays démocratique, la violence n'a pas sa place, les autorités doivent tout faire pour renouer le fil du dialogue et répondre aux attentes de la population.